

# Entrepreneurs et Entreprises du quatrième type, conclusion

## **Conclusion: les entrepreneurs du 21<sup>ème</sup> siècle.**

*Faut-il avoir peur de l'information et des nouvelles technologies relationnelles:*

*Information, libertés et droit à l'information:*

*vers une nouvelle censure?*

*Internet, dictature ou démocratie?*

*Internet révélateur et catalyseur des transformations de l'entreprise et des nouvelles relations commerciales et sociales.*

*De la "sueur" à la "lueur" (de l'intelligence): l'impact culturel, social et sociétal des nouvelles technologies relationnelles*

### Faut-il avoir peur de l'âge de l'information?

Lorsque l'on voit un penseur contemporain jouer au grand inquisiteur et comparer devant quelques millions de téléspectateurs le développement d'Internet à celui du nazisme, il y a de quoi être inquiet. Même sans se référer à Boileau, pour qui tout excès est méprisable, et doit donc être ignoré, il y a de quoi craindre le pire. D'autant plus que de grandes manoeuvres sont déjà engagées entre le CSA, le CST, la CNIL, le ministère des Télécommunications et certaines associations pour essayer de se mettre d'accord sur les droits et les devoirs relatifs à l'utilisation d'Internet. Comme nous l'avons dit plus haut, nous ne disposons pas d'un 'premier amendement' pour défendre le droit de chacun à la transparence et à l'information.

Les *technologies relationnelles font partie de la vie, de la pensée et du mouvant* comme aurait pu le dire H. Bergson. En tant que telles elles peuvent apporter à la fois bonnes et mauvaises choses. La peur, ou du moins l'inquiétude, font partie de la vie, mais ne sont pas 'la' vie. Qui peut avoir 'peur' de la vie. La seule angoisse ou peur à laquelle chacun de nous est sans doute confrontée est la peur de la mort. Que craignent donc les puissants qui tentent de régenter Internet? Ne nous trompons pas d'adversaire, c'est la censure qui contient en germe le totalitarisme. Appelons donc un chat un chat, et disons qu'il y a de puissants intérêts en jeu, et des lobbyings pas toujours très reluisants derrière toute cette campagne de pseudo-moralisation d'Internet. S'il y a des manquements à la morale -- si tant est que cette notion existe encore de nos jours --, ou au politiquement correct, sanctionnons ces fauteurs de troubles. Il y a des images scandaleuses. Poursuivons éventuellement ceux qui les ont produites, pas ceux qui les ont laissé circuler. Qui songe à poursuivre la société d'autoroute parce qu'un camion plein de LSD a été intercepté à un péage? A-t-on empêché les chaînes de télévision publique de filmer et de passer à des heures de grande audience des reportages sur telle ou telle manifestation qui aurait été jugée immorale naguère.

Bien sûr que non, et c'est sans doute heureux. Mais s'il y a ainsi deux poids et de mesures, c'est peut-être parce que les intérêts en jeu ne sont pas les mêmes, et les moyens de contrôle non plus. Aucun pouvoir, quel qu'il soit, ne pourra contrôler tout ce qui se passe sur Internet. Il lui faut donc intervenir en amont, dans le plus pur style taylorien, pour éviter d'être débordé. Comme le dit le jugement de la cour suprême des Etats Unis, la démocratisation c'est bien en théorie, au niveau des idées. Mais, concrètement, dans la vie de tous les jours, *cela gêne tout gouvernement, et plus généralement tout corps constitué* et tout groupe de pression.

Or Internet, par sa dimension universelle et sa facilité d'accès, permet justement cette démocratisation concrète: les langues vont enfin pouvoir se délier, d'un bout à l'autre de la planète. Un mouvement comme Amnesty International devrait être un des supporters les plus fervents d'Internet et de sa liberté d'accès totale. Allons nous faire, vis à vis d'Internet, comme les pays communistes vis à vis du téléphone, et comme certains pays islamiques vis à vis de la télévision? Va-t-on en restreindre son usage à des 'bien-pensants', qui seront labellisés ainsi par certains tiers de confiance proches du, ou

# Entrepreneurs et Entreprises du quatrième type, conclusion

des, pouvoirs. Tout cela “ relève d’une stratégie de ligne Maginot, piètre défense d’une démocratie qui doute d’elle-même ”<sup>1</sup>

## Internet , révélateur et catalyseur des contradictions de notre temps:

*L'égalité devant l'information? Là encore, au niveau des idées, personne ne peut y trouver à redire. Mais nous avons vu que l'information était la nouvelle source -- dynamique - de pouvoir, comme avait pu être l'argent et les capitaux précédemment. Maintenir un accès limité, et restreint à certains privilégiés, est donc bien tentant. Il n'y a pas besoin d'appeler à la rescousse Karl Marx pour imaginer que les grandes manœuvres énoncées plus haut ne sont pas toujours liées à une tentative de (re-)moralisation de la vie publique. Elles correspondent plutôt à une véritable guerre, même si elle se dissimule derrière de bons sentiments, entre les anciens pouvoirs et les pouvoirs émergents. Comme dans la période pré-révolutionnaire du siècle des lumières, les différents acteurs économiques cherchent à s'emparer de ces nouvelles richesses. Mais ces richesses sont bien plus difficiles à maîtriser, et sans doute impossibles à stocker.*

*Les débats sur Internet, et plus généralement sur l'ensemble des nouvelles technologies relationnelles, ne font que mettre en lumière ce point, et éclairer cette période que l'on pourrait presque qualifier de pré-révolutionnaire, comme le fut la fin du dix-huitième siècle. La seule différence, et elle est de taille, c'est qu'au lieu de ne concerner que quelques dizaines de millions d'hommes, et de s'étendre sur une bonne soixantaine d'années (1765/1830), en Amérique du Nord et en Europe Occidentale, elle va concerner plusieurs milliards d'individus, et être presque vécue "en direct" par le monde entier en un laps de temps beaucoup plus bref.*

Cette prise de position peut paraître très exagérée, et le lecteur pensera peut-être que l'auteur est tombé dans le même travers que celui qu'il reprochait à d'autres: le délire paranoïaque. Quelques éléments, hélas, semblent indiquer le contraire. La crise économique dont n'arrivent pas vraiment à sortir les pays occidentaux se concrétise par des dizaines de millions de chômeurs -- près de 20 millions en Europe. Aucune solution gouvernementale de type classique, monétariste ou keynésienne, n'est crédible. Chacun le sait, mais tout le monde espère en un miracle, en oubliant que les mêmes causes produisent, dans le même environnement, le même effet, au moins au niveau macro-économique. Lorsque l'on intervient localement, à une plus petite échelle, la théorie du chaos et des systèmes thermodynamiques instables montre qu'il peut en être différemment. Mais ce n'est pas à ce niveau que se placent les planificateurs français, toutes tendances confondues. De fait, à moins de *déguiser les chômeurs en autant de fonctionnaires*, personne ne peut faire mieux, en gardant la même optique, celle de relancer une économie de type industriel alors que les enjeux et les richesses ne sont plus là.

La crise des banlieues, le désir d'indépendance d'un certain pourcentage des populations régionales, ne sont pas signes d'espoir, mais de désespoir. Les 'indépendantistes' ne croient sans doute pas que leur sort s'améliorerait de cette manière, mais comme leur avenir leur semble irrémédiablement bouché dans tous les cas ... Et c'est pire pour les populations d'origine maghrébine, en particulier pour les jeunes algériens. Ces derniers, en effet, ne voient plus aucun espoir d'amélioration de leur vie de ce côté ou de l'autre de la Méditerranée dans des conditions 'normales'. Ils ne peuvent donc que se réfugier dans autre chose, l'intégrisme et les attentats, même s'ils se doutent au plus profond d'eux-mêmes que la solution n'est pas là non plus.

## De nouvelles relations commerciales et économiques sont possibles et nécessaires:

La société actuelle est à l'image des entreprises qui ont participé à son développement extraordinaire. Elle est *vieillissante, cramponnée encore à son glorieux passé, et n'arrive pas à imaginer qu'il faut*

---

<sup>1</sup> Emmanuel Parody, “ Planète Internet ”, Juil-Août 1996, p.14

## Entrepreneurs et Entreprises du quatrième type, conclusion

*changer de mode de fonctionnement.* La sclérose, l'aspect procédural, l'inefficacité des entreprises traditionnelles ne sont plus à dénoncer. Pourtant, sur le plan des politiques économiques, à droite comme à gauche, à quelques différences cosmétiques près, on continue à proposer les mêmes solutions, en demandant aux mêmes (grandes) entreprises d'appliquer et de diffuser la 'politique industrielle' de la France.

Autre point, qui illustre combien il est difficile de remettre en cause de vieux schémas de pensée, en particulier en économie, quels que soient les faits qu'on peut leur opposer. On continue à raisonner en branches économiques. C'est à l'ombre de ces branches, qui n'ont plus de véritable justification, que l'on continue à célébrer les grand-messes syndicat-patronat, parfois sous la tutelle 'bienfaitrice' de l'état. C'est vrai que la comptabilité nationale française a défini ainsi l'environnement économique au lendemain de la guerre. Mais la France était en pleine période de reconstruction, et donc en situation d'offre, la demande étant sensée suivre. Faudra-t-il une révolution pour que nos élites, à peu près toutes issues des mêmes grandes écoles, ouvrent enfin les yeux.

Le chef de l'Etat nous a encore répété, à l'occasion du dernier 14 juillet, que l'époque était difficile: *'on s'est trop laissé aller, pendant trop longtemps'*. Ce 'on' serait presque rassurant, si l'analyse était exacte. C'est sans doute *le contraire qui s'est produit*. Les contraintes ont été trop fortes, l'immobilisme trop pesant. Les différents pouvoirs et groupes de pression vieillissants n'ont pas assez laissé aller les autres. Ils ont voulu, une fois de plus, tout cadenasser, tout contrôler, dans une vision taylorienne plus ou moins libéralisée ou stalinisée, suivant la vague couleur du gouvernement en place. Sans demander à l'Etat d'être 'chaud' et ouvert, on peut au moins lui demander d'être 'apprenant', à l'instar des entreprises qu'il labellise volontiers citoyennes lorsqu'il a besoin de leur concours.

### De la sueur de ton front à la lueur de ton intelligence:

Pendant près de 10000 ans, depuis les débuts de l'agriculture jusqu'aux années 1950, la majorité de la richesse économique d'un pays a été directement ou indirectement liée à la quantité de travail 'physique' humain, les machines n'étant qu'un prolongement de la force physique des êtres humains. Au niveau des pays développés, cette période est finie. Ce pourrait aussi être le cas pour l'ensemble du monde, même avec ses six milliards d'habitants. L'information et l'intelligence, sans avoir totalement remplacé la force physique humaine et la puissance des machines, sont suffisamment présentes pour que la "sueur" dépensée au travail ne soit plus une unité d'oeuvre très pertinente, non plus que le temps passé à travailler. Ce n'est pas l'heure 'brute' qui compte, c'est l'heure utile, intelligente, mesurée à l'une de la satisfaction du client, individuel ou collectif.

Cette intelligence est présente un peu partout, sur le plan individuel du moins. Chacun peut le constater, que ce soit dans les entreprises 'chaudes' ou dès que l'on parle vraiment avec les individus que nous avons tous l'opportunité de rencontrer, professionnellement ou dans d'autres circonstances. Sur le plan collectif, elle semble pourtant tragiquement absente, en particulier lorsque l'on suit les débats sur le partage du travail. Partager le travail quand l'unité d'oeuvre était le litre de sueur, pourquoi pas. Mais ce n'est plus le cas, chacun s'en doute, chacun le sait, même si peu de gens osent l'avouer ou se l'avouer, comme si c'était un secret honteux, alors que c'est peut être la chance de l'humanité. Allons nous nous cacher longtemps que l'humanité n'est plus condamnée à gagner son pain comme au moment où les premiers textes sacrés ont été écrits? Est-il sacrilège de penser que l'intelligence a été donnée aux hommes pour que ceux-ci puissent éventuellement l'utiliser en complément ou en remplacement de leur force physique? Entre Rambo et Einstein, faut-il continuer à préférer le premier?

### L'impact sociétal des nouvelles technologies relationnelles: vers un Babel-Web.

Les débats sur Internet paraissent d'un autre âge, d'un âge où l'obscurantisme régnait en maître, d'une époque où il ne fallait surtout pas penser que la terre était ronde ou qu'elle n'était peut-être pas le centre de l'univers. Maintenant pourtant, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, ou au moins depuis l'épisode de la tour de Babel, l'ensemble des êtres humains a les moyens de communiquer autrement que par l'intermédiaire de leurs chefs et sages, sinon en face à face, du moins

# Entrepreneurs et Entreprises du quatrième type, conclusion

individuellement. Ils vont pouvoir se faire reconnaître par leurs différences, talents et aspirations individuels, et non par leur éventuel esprit grégaire. Les technologies relationnelles modernes sont disponibles pour le plus grand nombre. Tout citoyen du monde va pouvoir parler à tout autre citoyen du monde, sans intermédiaire ou biais plus ou moins bienveillant.

Pour faire entendre ses différences, on n'aura peut être plus besoin de prendre une nouvelle bastille, ni peut être de défiler en masse, de dresser des barrages sur les routes, sur les pistes d'atterrissage ou sur les voies ferrées. Une pétition sur Internet risque d'être bien plus efficace, et beaucoup plus démocratique, puisque respectant la liberté d'autrui. C'est un *changement total du PRF (paysage relationnel français)*. On ne peut rêver d'un mécanisme de décentralisation ou de 'subsidiarité' plus efficace. Nous avons vu les raisons pour lesquelles nos différentes autorités sont inquiètes, certaines allant jusqu'à freiner des quatre fers. Elles n'y retrouvent pas leurs marques de puissance. Certaines d'entre elles auront-elles sinon l'altruisme, du moins l'intelligence collective de comprendre que lorsque l'on ne peut s'opposer à un mouvement irrésistible, celui de la démocratisation relationnelle, il vaut mieux en être partie prenante. Ce n'est sûrement pas d'une censure renforcée dont nous avons besoin. La censure, quelles qu'en soient les 'bonnes' raisons, a toujours été, au long de l'histoire, associée à un régime en fin de règne.

## Activités et emplois...Nouvelle régulation, nouveau contrat social?

- ❖ Le 'gouvernement' des entreprises a évolué, les entreprises du courant 'chaud' ne peuvent plus être dirigées comme des entreprises tayloriennes, où méfiance et contrôle allaient de pair.
- ❖ La démocratie relationnelle est en route, et va impacter tous les mécanismes de régulation traditionnels, étatique ou écologique, autoritaire ou autogérée, mécanique ou biologique, centrale ou décentralisée.

Ces dernières années ont vu une totale redistribution des cartes, et de nouvelles données vont sans nul doute bouleverser encore l'environnement économique et social mondial au cours des quinze prochaines années.

Nous avons tenté de montrer que le raccourcissement des délais et la notion de "temps pertinent", la synergie entre les compétences et l'imagination des individus, l'innovation, une véritable orientation client étaient des points clés pour les entreprises évoluant dans le courant chaud de l'innovation et de la personnalisation industrielle. Cela correspond à la volonté affirmée d'entreprises de plus en plus nombreuses comme National Semiconductor, qui déclare<sup>2</sup> explicitement que les outils disponibles sur Internet peuvent contribuer efficacement à cette stratégie.

Bien entendu, ce n'est pas Internet, ou même les technologies relationnelles qui vont permettre à elles seules de mettre en application ces principes, qui sont en train de devenir des principes de base de nos entreprises de type 1 et de type 4, elles-mêmes prototypes de l'entreprise du 21ème siècle. Sans ces technologies relationnelles, cependant, il aurait été *très difficile de les mettre en application de façon efficace*.

Le suivi d'activités dont nous avons parlé à propos de l'Activity Based Costing est, sinon impossible, du moins très consommateur de temps avec des saisies d'informations traditionnelles, utilisant papier et crayon. Sans l'invention du code barre et des crayons optiques, Federal Express aurait beaucoup plus de mal à assurer un véritable service express à des coûts raisonnables. Sans des systèmes

---

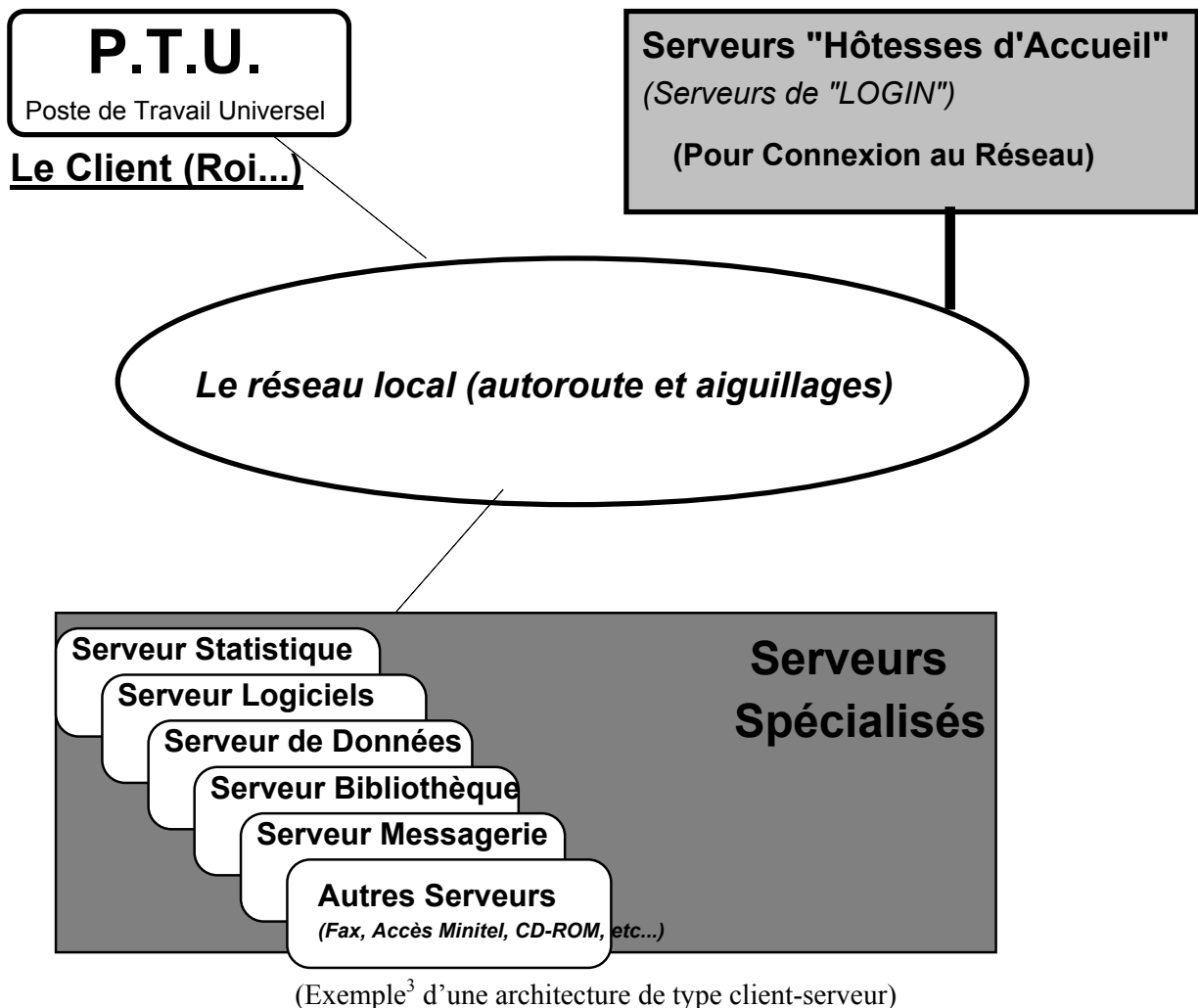
<sup>2</sup> Tim Stuart, un des spécialistes des systèmes d'information de National Semiconductor, écrit ainsi, dans un communiqué de presse de la société Netscape : " *We want to help our customers get their products to market faster. We're trying to make it easier to connect our employees to knowledge. We want to help our employees be more innovative. And we are also trying to reduce the cycle time of all processes. We think the Web contributes significantly to these goals.* "

# Entrepreneurs et Entreprises du quatrième type, conclusion

d'information et de communication interactifs, nous serions encore bien loin de cette démocratie économique et politique qui est en train de s'instaurer, non sans les soubresauts de tous ceux qui veulent maintenir leurs positions monopolistiques et leurs rentes de situation. Plus généralement, le courant chaud dont nous avons tenté de décrire les potentialités et les qualités n'aurait pu émerger indépendamment de l'âge de l'information dans lequel nous entrons à peine.

## Le problème de la régulation:

Nous avons précédemment comparé l'évolution des architectures informatiques et informationnelles à celle des entreprises. Plus exactement nous avons associé une architecture informationnelle à chaque type d'entreprise. La micro-informatique correspond aux entreprises créatives, l'architecture centralisée classique à base de 'Mainframes' et de terminaux passifs aux entreprises tayloriennes de production de masse. L'architecture départementale associée aux premiers réseaux locaux est bien adaptée aux entreprises toyotiennes. Les entreprises du quatrième type, enfin, réclament une architecture de type client-serveur avec de nombreux serveurs spécialisés et des Postes de Travail Universel (P.T.U.) intelligents et généralistes -- assez différents des Minitels que le monde entier nous envierait. Cette dernière architecture, généralisée à l'échelle du monde entier, n'est autre que l'architecture d'Internet, au 'protocole' de communication près.



<sup>3</sup> cf. B. Lemaire "HEC mise sur le client-Serveur", L'Informatique Professionnelle, Mars 1994.

# Entrepreneurs et Entreprises du quatrième type, conclusion

La conduite ou le ‘gouvernement’ des entreprises de type 4 n’est plus celui des entreprises de type 2, nous l’avons écrit et répété. Nous sommes passés d’une régulation centrale, hiérarchisée, planificatrice à des entreprises beaucoup plus autogérées, qui auraient pu plaire au défunt P.S.U. et à son leader de l’époque, Michel Rocard. Mais, il y a vingt ans, ni les technologies, ni les esprits n’étaient préparés à cette autogestion.

## Gouverner juste?:

Si cette organisation hiérarchique, à base de contrôle et de méfiance, pour ne pas dire suspicion, n’est déjà plus possible pour un certain nombre d’entreprises contemporaines, pourquoi n’en serait-il pas de même au niveau de la société toute entière. Le bien collectif va-t-il continuer à être décidé par des gens loin du terrain, qui ne connaissent en général de la vie quotidienne, pratique, de millions d’individus que ce qu’ils en ont appris à l’école, et qui correspondait à la réalité d’il y a trente ou quarante ans. Nous avons parlé du ‘produire vrai’ et du ‘vendre vrai’ au niveau des entreprises. Serait-il impossible de “gouverner vrai”, en faisant confiance à la démocratie, dont la nécessaire transparence peut s’appuyer de nos jours sur un accès interactif aux technologies relationnelles? Lors des débats sur Maastricht, on a beaucoup parlé du principe de subsidiarité. Est-il impossible de faire passer ce principe -- celui de laisser les gens décider à l’échelon local des problèmes locaux -- des discours à la pratique, des idées à l’action?

Il n’est plus possible, au niveau de la société toute entière, de gouverner comme il y a trente ou quarante ans. Pour de trop nombreux responsables politiques, communiquer c’est encore passer à la télévision, pour un entretien au coin du feu, avec un journaliste choisi pour des tas de bonnes raisons, mais qui ne représente sûrement pas, et qui ne peut représenter, le français moyen. Ce français moyen n’existe pas, si tant est qu’il ait jamais existé. Il y a 58 millions de français ‘moyens’, tous différents, qui auraient sans doute beaucoup de choses à dire, et de questions à poser. Quand aux commissions d’experts cooptés, elles sont constituées par les mêmes personnes depuis 20 ou 30 ans. Quels que soient leurs talents, on voit mal pourquoi des solutions originales y seraient imaginées maintenant, alors que cela n’a pas souvent été le cas dans le passé. Voilà même que l’on veut ressortir un Antoine Pinay de sa tombe toute fraîche pour lancer un nouvel emprunt et sortir la consommation de sa ‘morosité’, alors que ce sont les français qui sont plus que moroses. Le syndrome de l’homme providentiel reste bien vivace. De plus, il faudrait un Pinay de l’information, plus proche de Bill Gates, puisque ce n’est pas l’argent le nouveau nerf de la guerre, c’est l’information. L’argent viendra de surcroît, dès lors que de véritables opportunités de l’utiliser positivement auront été détectées. *L’emploi a toujours été créé par des perspectives de croissance, l’inverse n’a jamais été vrai.*

Ce n’est plus la ‘conquête’ de la télévision qui importe, mais celle de la télévision interactive, ou plutôt de la communication interactive. Là encore, ne nous trompons pas d’une guerre, ou d’un putsch. Il est vrai que, depuis la deuxième guerre mondiale, la conquête du pouvoir a souvent été symbolisée par la maîtrise, physique ou occulte, de la télévision.

Mais cette époque est révolue, ou en passe de l’être, si Internet et d’autres réseaux décentralisés et interactifs peuvent se développer. Il ne sera plus nécessaire de s’emparer de l’ex-ORTF pour contester certaines décisions. Face aux armées de type rouleau compresseur, certaines actions de type guérillas ont pu prospérer. Il en sera de même dans le domaine de l’information. Face au contrôle centralisé, il va y avoir une multitude de sources d’informations, qu’il sera vain de chercher à contrôler, même si c’est dans la nature de tout pouvoir de chercher à le faire. Comme l’a très bien vu la cour suprême des Etats Unis, la révolution la plus démocratique qui soit, la révolution relationnelle, est en marche, grâce à Internet et à ce nouvel état d’esprit qui ne cherche qu’à se répandre à travers le monde entier, celui de *l’individu informé, intelligent et imaginatif*. Faut-il encore qu’il ne soit pas désespéré.

## **Postface: travail et activités.**

❖ Travail et emploi.

# Entrepreneurs et Entreprises du quatrième type, conclusion

- ❖ Activités économiques ou sociales.
- ❖ La place du "non-travail" et des loisirs dans la reconnaissance de l'individu.
- ❖ Solidarité et reconnaissance sociales.

## L'homme collectif est en train de disparaître:

L'homme au travail, l'homme tout court en fait, a été trop longtemps le parent pauvre de la 'fonction de production' des économistes. Il n'intervenait que très globalement, par le biais du 'facteur' travail, de façon symétrique du "facteur" capital. Le capital, assimilé à l'argent, est peut être indéfiniment divisible et malléable, même si R. Solow y a introduit la notion de 'générations' (vintages). Cela ne semble pas être le cas de l'homme. A moins bien sûr de considérer que l'homme n'a d'intérêt économique qu'en tant qu'homme unidimensionnel, que comme un morceau, une partie indifférentiable, de l'homme collectif. Il est vrai que sur le plan théorique cet homme collectif a beaucoup d'attrait, puisqu'il peut être à la fois consommateur 'moyen', passif et malléable, et travailleur (taylorisé) lui aussi 'moyen', malléable et 'pacifié'.

Une première révolution, celle du marketing relationnel se penchant sur un client de plus en plus individualisé a commencé à détruire cette belle ordonnance, en ouvrant ainsi une véritable boîte de Pandore. Si l'homme collectif, en tant que client ou consommateur, n'a plus d'existence, ce même homme collectif va peut être aussi ne plus vouloir si passivement être un travailleur collectif, ni même un citoyen collectif. « *Pourquoi, peut se dire notre Dupont national, me traite t-on en client 'roi', et pas en travailleur roi, et en citoyen roi.* ». C'est effectivement tout le problème de nos sociétés modernes, et le dilemme de toute forme de pouvoir, surtout lorsque les pouvoirs économiques politiques judiciaires et 'informatifs' -- ils sont très loin d'être informationnels -- sont tellement interpénétrés.

Certaines entreprises ont, d'une certaine façon, commencé à réconcilier deux au moins de ces trois points de vue: le client individualisé, et l'individu au travail. L'individu est en train de redevenir central dans les entreprises du courant chaud de la proximité et de l'intimité client -- rappelons-nous les exemples de REEBOK, de Booz Allen, de FedEx, de National Semiconductor. Ce rôle central de l'individu, qu'il soit 'tuteur', responsable clientèle ou maille élémentaire de compétences -- n'est pas du, ou pas essentiellement, à des considérations éthiques, philosophiques ou humanistes plus ou moins a-économiques. Si l'on se penche ainsi sur l'individu, c'est pour faire du 'business' effectif, et efficace, avec des clients qui réclament, eux, d'être traités en individus responsables. C'est pour cela que ces entreprises ont décidé de se transformer. C'est leur volonté 'marchande' de faire des affaires qui a rendu 'intelligentes' ces entreprises, et les a conduit à traiter l'être humain, client comme collaborateur, en individu responsable.

## Vers l'empowerment des citoyens?

Au niveau de l'Etat, la difficulté est bien plus grande, empêtré qu'il est dans la notion floue de biens 'collectifs', mais aussi dans la vision humaniste des droits de l'homme et du citoyen. De plus, la situation de monopole dans laquelle il se trouve, assez normalement dans certains cas -- police, armée, justice peut être -- de façon beaucoup plus discutable dans d'autres, ne le conduit pas vraiment à traiter ses éventuels clients en individus, et encore moins en individus actifs et responsables. Cela ne l'incite pas non plus à traiter les citoyens en citoyens adultes, mais plutôt en sujets 'de sa majesté', quelque soit la coloration du pouvoir en place. L'image traditionnelle des "hauts fonctionnaires" tout dévoués à la république et au dessus de tout soupçon est peut être méritée. L'Etat continue à leur demander de jouer les pompiers économiques de service et d'aller au secours -- et à la tête -- de grandes entreprises en difficulté (elles le sont presque toutes, et cela ne va pas aller en s'améliorant). Cette image a en tout cas beaucoup fait pour que l'on puisse parler de l'exception du service public à la française. Faut-il continuer dans cette direction? Nous n'en sommes pas tout à fait sûr. Non seulement il faut sans doute "mieux d'Etat" -- ce qui est vrai de tout, on peut toujours faire 'mieux' -- mais il faut sûrement

# Entrepreneurs et Entreprises du quatrième type, conclusion

moins d'état 'collectivisant' et réducteur, et beaucoup plus d'individus et de citoyens responsables, et ayant les moyens de cette responsabilité.

## Entreprises ou état citoyen?:

Les entreprises citoyennes existent déjà, mais celles qui méritent le plus ce qualificatif ne sont pas celles qui réagissent de façon contrainte à des objurgations ou des menaces de diminutions de subventions. La solidarité forcée, la solidarité imposée, décidée par d'autres n'a pas plus de sens au niveau de la société qu'au niveau d'une entreprise.

Donnons tout d'abord notre propre définition d'entreprise citoyenne: *une entreprise citoyenne est une entreprise qui intègre dans ses valeurs, comme principe fondateur, le respect de l'homme et du citoyen, le respect de ses droits et de ses devoirs.*

Un état citoyen devrait donc être un état qui *intègre dans ses valeurs, comme principe fondateur, le respect de l'homme et du citoyen, le respect de ses droits et de ses devoirs.* De fait, il se trouve que cela est à la fois plus difficile et plus facile pour une entreprise d'adopter véritablement ce principe.

L'entreprise est nécessairement plus proche des citoyens, que ceux-ci agissent en tant que clients ou en tant que collaborateurs, et elle est d'autant plus proche des citoyens qu'elle évolue dans le courant chaud des entreprises de type 1 ou 4. Autre avantage, elle est d'autant plus incitée à respecter leurs droits que son existence économique en dépend, ce qui est, là aussi, le cas des entreprises du quatrième type. Certes, le fait qu'elle doive parfois assurer sa survie à court terme -- ce qui est rarement le cas de l'Etat, si tant est qu'il ne se confonde pas avec le gouvernement et ses préoccupations électorales -- peut l'inciter à ne pas toujours respecter les droits de ces citoyens. Mais c'est surtout vrai pour les entreprises tayloriennes, d'autant plus éloignées des citoyens qu'elles survivent souvent à coups de subventions directes ou indirectes.

L'Etat, avant de pouvoir être citoyen, c'est à dire de respecter, comprendre et représenter ses compatriotes, devrait d'abord s'en rapprocher. C'était sans doute le but de la décentralisation votée au début de années 1980. Mais, comme souvent en France, si de nouvelles lois ont été votées, celles qui étaient plus ou moins caduques n'ont pas été retirées. Ainsi, au lieu d'avoir une seule structure, celle d'un état centralisateur, colbertiste et taylorien, on a, en plus, une deuxième structure, celle des collectivités locales. La France combine les deux désagréments, celui de la rigidité centralisatrice et celui de l'éventuel désordre décentralisé. On comprend ainsi que la notion de "temps pertinent" ne fasse pas vraiment partie du vocabulaire de l'Etat, ou de l'ENA, et que les déficits budgétaires s'accroissent inexorablement. L'Etat français devrait être depuis longtemps en état de cessation de paiement, s'il ne pouvait pas tirer comme il le fait des traites sur l'avenir -- sans aucun accord préalable de ses citoyens -- Sera-t-il longtemps interdit de se poser la question de ces frais généraux auto-entretenus sur lesquels les actionnaires -- les citoyens-contribuables -- et les clients -- eux aussi citoyens aimeraient bien avoir leur mot à dire. Peut être qu'Internet permettra enfin à ces citoyens infantilisés de donner leur opinion? En faisant référence, une fois de plus, au premier amendement américain, rappelons que l'Etat n'a un sens, une raison d'être, que par rapport à des individus et à leurs besoins sociaux. On parle souvent des représentants de l'Etat, en oubliant que l'Etat n'existe que pour représenter des individus, ses citoyens.

Bien entendu, la limite fixée aux libertés individuelles vis à vis des contraintes collectives est toujours difficile à établir, et en évolution permanente. Raison de plus pour communiquer de façon la plus transparente possible à ce sujet. Les nouvelles technologies, pas uniquement les technologies de communication et d'information, ont le potentiel nécessaire pour que l'on puisse réconcilier efficacité économique et solidarité collective. Encore faut-il remettre un certain nombre de choses à plat, dont peut-être certains acquis sociaux, même s'ils ont été arrachés de haute lutte dans des conditions qui n'avaient rien à voir avec la situation d'aujourd'hui. Il y a quarante ans, nous étions en sous-production chronique, il s'agissait de produire toujours davantage pour satisfaire la demande. L'inflation qui régnait alors était en partie due à cette situation.

## Entrepreneurs et Entreprises du quatrième type, conclusion

Nous sommes depuis des années en état de surproduction chronique, les gains de productivité dépassent largement le taux de croissance réel, et les besoins d'individualisation sont bien plus importants, ou reconnus, que précédemment. On peut certes, en vertu d'un calcul arithmétique du niveau du cours moyen et promulgué comme une découverte géniale, en 'déduire' qu'il suffit de diminuer d'autant, dans toutes les entreprises, administrations, organismes divers et variés, la durée hebdomadaire du travail. Du temps de Keynes ou du Front Populaire, cela aurait pu marcher, d'autant plus que la France était à l'époque assez peu ouverte sur le monde. Mais dans les conditions actuelles de la société, cela ne peut marcher. Il y a bien sûr la mondialisation de l'économie et ses contraintes -- en passant sous silence les avantages de cette mondialisation. Mais, en dehors même de ces "contraintes extérieures", nous ne sommes plus dans un environnement de consommation de masse, même si certaines 'masses' manquent encore de tout. Nous ne sommes plus non plus dans un environnement de production de masse, même si certains patrons et certains syndicalistes n'en sont peut être pas suffisamment conscients. Il faut donc procéder autrement, et chercher des solutions moins archaïques. Les états modernes ont une chance historique à saisir, celle de pouvoir 'profiter' de la crise actuelle pour accompagner l'homme nouveau, re-individualisé et re-responsabilisé, dans sa recherche d'identité et peut être de bonheur, ce qui ne se fera pas en continuant à le traiter comme un pion.

### L'homme peut être, doit être, reconnu en dehors de son travail (marchand):

L'école a été, mais n'est plus, un lieu d'intégration sociale, même si on l'a rendu obligatoire jusqu'à 16 ans. L'entreprise a pu être, mais n'est plus, un lieu d'intégration sociale, en particulier pour tous les jeunes qui n'ont encore jamais eu d'emploi rémunéré. L'armée a pu être, mais n'est plus depuis longtemps, un lieu d'intégration sociale: d'ailleurs le service militaire obligatoire va être supprimé.

Mais qu'appelle t-on "intégration sociale". « *Etre intégré, ne serait-ce pas être 'reconnu'?* » Lorsque tout le monde travaillait, cette reconnaissance passait sans doute par le travail. Ne pas travailler était suspect, et les rentiers n'étaient pas si nombreux, et ne vivaient pas si longtemps pour que leur exemple ne devienne contagieux. Aucune société n'a jamais aimé les gens différents, 'anormaux', 'étrangers' soit par leur nationalité, soit par leur culture. Au-delà de toute velléité grégaire, la société cherche à garder ses marques, et accepter les différences ne va pas dans ce sens. Travailler étant la malédiction et la punition de l'homme depuis le paradis perdu, sa 'reconnaissance' en tant qu'homme ne pouvait venir que de son travail!

Heureusement ou malheureusement, la société actuelle se trouve à un carrefour. Cette société, non seulement reconnaît, mais promeut, le droit à la différence, le droit aux différences. Que ceci soit relatif au courant post soixante-huitard du rejet de la consommation de masse ou de la récupération de ce mouvement par la société capitaliste, peu importe. Pourquoi ce droit à la différence ne passerait-il pas, sous certaines conditions, dans le *droit à ne pas travailler*. Pourquoi exige t-on qu'un travailleur privé d'emploi depuis des années continue à 'pointer' à l'ANPE, alors que tout le monde, lui compris, sait qu'il n'a plus aucune chance -- sauf une chance administrée, obligatoire -- de retrouver du travail 'normal'.

Il faut "changer le travail" déclarait en 1992 le ministre du travail, Martine Aubry, avant la deuxième cohabitation gauche-droite. On se doit de "repenser le travail" confirmait, en 1994, le ministre des entreprises et du développement économique, Alain Madelin, pendant cette même cohabitation. Aucune de ces deux personnalités n'est plus aux affaires au moment où ce livre est rédigé. Je suis parmi ceux qui espèrent que changer le travail n'est pas uniquement, ni essentiellement, réduire sa quantité par un facteur décidé plus ou moins arbitrairement en fonction de sa valeur symbolique: 35 heures. D'ailleurs, les entreprises neuronales, celles du quatrième type, sont déjà en train de changer le travail. Ou, plus exactement, elles font confiance à leurs collaborateurs pour changer leur travail, sans attendre pour autant des accords cadres ou contractuels durement négociés au niveau des branches dont la majorité n'a plus de sens économique.

## Entrepreneurs et Entreprises du quatrième type, conclusion

Il est grand temps d'aller au delà du paradigme dominant de l'ère industrielle, en repensant considérablement *le mode de production*, et les différentes activités humaines, en partageant non pas le "temps de travail" mais les idées, compétences et connaissances, en s'appuyant pour cela sur ce fabuleux mode de transmission que représente Internet: « *C'est le statut même du travail qu'il faut changer*, et la façon dont il est considéré et perçu par nos concitoyens »<sup>4</sup>.

### Activités économiques et activités sociales:

Si ce n'est plus le temps de travail qui est la source première de la création de richesses, cela ne veut nullement dire que l'homme n'est plus important. Cela n'implique nullement non plus que, dès lors qu'il n'a pas de valeur économique, il doit être rejeté de la société. Si l'on reconnaît qu'il y a une dignité dans l'homme, du fait même de son existence, et que cette dignité n'est pas nécessairement liée à ses activités économiques professionnelles, il faut au moins lui assurer un 'revenu' (et non une rémunération) minimum. Il faut donc pour cela rejeter la thèse impliquant que le non-emploi ou le chômage condamne l'homme à l'exclusion. Ce n'était pas vrai pour les rentiers, peu nombreux sans doute, on peut espérer que cela ne sera pas vrai pour les retraités, très nombreux. Pourquoi cela devrait-il être vrai pour ceux qui, en âge d'avoir un emploi, n'en ont pas? Le droit à la dignité pourrait être inscrit dans la constitution française, mais il serait catastrophique d'y rendre le travail obligatoire, vieux relents de Cayenne ou du STO.

Si nous acceptons de séparer dignité humaine et emploi, il faut aussi accepter de distinguer, au moins partiellement, rémunération du travail (économiquement viable) et revenu de l'individu (éventuellement sans "emploi marchand"). Cette distinction est une conséquence logique de ce que nous avons dit sur les entreprises portefeuilles de compétences. Les individus formés à des activités taylorisées, et ayant pour certains travaillé 20 ou 25 ans dans des entreprises de production de masse, auront les pires difficultés à travailler dans des entreprises neuronales. Cela est essentiellement du, d'ailleurs, à des raisons culturelles et d'état d'esprit, pas à des raisons purement techniques. Vingt ans dans le 'cocon' d'une entreprise taylorienne suffit à transformer les individus les plus résistants et les plus ouverts en véritables '*autistes*' marchands. On ne passe pas facilement d'une optique de résignation où « il faut bien gagner sa vie » à une optique vivante et turbulente où la satisfaction du client est confondue avec votre propre satisfaction, où vous êtes heureux de pouvoir utiliser vos compétences. Cette joie de vivre et de travailler est difficilement perceptible dans le travail à la chaîne, dans laquelle la seule manifestation d'enthousiasme apparent se produit lors du coup de sifflet ou de la sonnerie 'libérant' l'ouvrier ou l'employé de ses corvées quotidiennes. On est bien loin de la libération des compétences de notre entreprise du quatrième type.

Ces difficultés de transition et d'abandon de certaines formes de travail ne doivent pas nous conduire cependant à nier cette évidence d'ordre économique: *la compétence 'économique' de certains est insuffisante pour leur assurer un 'revenu minimum'*. Ce n'est certes pas une nouveauté, c'est vrai pour les jeunes avant leur premier emploi, c'est aussi le cas des retraités, dont le revenu n'est évidemment pas lié à leur rôle économique. Ce qui est plus nouveau, peut être, et de plus en plus incontestable, hélas, c'est que cela devient vrai pour un nombre grandissant de jeunes en recherche de leur premier emploi, et dont la compétence ne vaut pas, économiquement parlant, le SMIC. Ils ne trouvent donc aucun employeur, dont le rôle premier est d'assurer la survie et le développement de leur entreprise, pas la survie ou la cohésion sociale de la société.

Il est évident que le niveau du SMIC est *trop élevé pour les employeurs*, qui ne peuvent recruter des jeunes dont la compétence est insuffisante, même s'ils le souhaitent. Il est aussi évident que le SMIC, pour un jeune qui a charge de famille, *ne représente pas beaucoup, pas assez*. Cette contradiction ne peut être résolue *qu'en pensant autrement, sinon à l'envers*. Laissons à la société son rôle, celui de défendre et promouvoir la dignité humaine, et aux entreprises leur rôle, de créer la richesse de la façon la plus efficace possible, compte tenu de l'environnement économique et des compétences humaines

---

<sup>4</sup> cf. B. Lemaire, C. Nivoix, " *Gagner dans l'Incertain* ", op. cit., p. 336.

## Entrepreneurs et Entreprises du quatrième type, conclusion

du moment. Mais ne confondons plus valeur humaine et valeur économique, non plus que temps de travail effectué et valeur créé. Le seul temps intéressant est le temps pertinent. Or il varie en fonction de chacun, et ne peut être véritablement évalué que par celui qui paye, le client. Ce n'est pas l'entreprise qui paye les collaborateurs d'une entreprise, comme tout responsable d'entreprise concurrentielle le sait, c'est le client. Les diktats de l'Etat ou les mouvement de grèves ne changeront rien à cette réalité, que l'on peut juger dure, mais qui l'est sans doute moins que d'autres réalités de type 'démocratie populaire'.

### Un revenu minimum de dignité et de solidarité doit remplacer le S.M.I.C.:

De nombreux auteurs, tels B. Aubrey, Bernard Brunhes, C. Handy, Jacques Martineau, ont soit montré qu'il fallait distinguer activités humaines, au sens large, et travail 'marchand', soit que le problème de l'emploi ne pouvait plus être traité comme le passé. Il faudrait sans doute aussi ajouter que le travail 'traditionnel' devrait aussi être décomposé en travail salarié et travail indépendant, peut être même entre travail 'taylorien' et travail 'du quatrième type', en travail froid et travail chaud. Mais quelle que soit cette distinction, la situation sociale est telle qu'on ne peut plus se contenter d'argumenter, de plus en plus de nos concitoyens réclament des mesures tangibles et concrètes. Cette concrétisation devrait passer par l'*octroi* à chaque citoyen, quelle que soit sa condition, son âge, ses compétences économiques, d'un *revenu minimum non imposable*. Le niveau de ce R.M.D. (revenu minimum de dignité) pourrait correspondre à 25 % du revenu national brut par habitant tel qu'il figure dans les statistiques internationales de l'OCDE ou de l'ONU.

### **Une nouvelle vision de la politique et de la solidarité nationale<sup>5</sup>..**

#### Dignité humaine et fracture sociale:

Parmi les missions d'un Etat moderne, garantir le droit à la dignité de l'ensemble de ses citoyens pourrait apparaître comme une priorité. C'est même une urgence puisque le Président de la République a clairement annoncé qu'il voulait réduire la fracture sociale. Faut-il pour cela tenter de garantir l'accès au travail de tous ceux qui le désirent? Dit autrement, face au droit inaliénable de tout individu de se sentir réellement " respecté " par la communauté dans laquelle il vit, faut-il pour cela que l'Etat vide la caisse provenant des contribuables actuels ou futurs par des aides à l'emploi reconnues de plus en plus inefficaces et coûteuses? Ou que l'Etat incite, voire oblige, entreprises et syndicats à négocier sur la diminution du temps de travail?

Chacun sait, ou croit savoir, que la répartition des revenus est liée à la répartition du travail. Chacun sait aussi que certains revenus du travail, comme le SMIC, sont fort peu incitatifs pour ceux qui les perçoivent, et considérés comme trop importants par ceux qui doivent les financer, entreprises ou Etat. Dernier point: dans le monde occidental, en France en particulier, la confiance en l'avenir semble de plus en plus déserté le citoyen. D'où des problèmes de frilosité, de non-consommation, de peur de l'avenir, de réflexes sécuritaires, de comportements de rejet ou d'exclusion, de révolte anarchiste ou fondamentaliste.

#### Le mythe du travail rédempteur, l'illusion du travail pour tous:

Et *si tout n'était qu'illusion?* Après 50 ans de progrès technique et scientifique extraordinaire, d'avancées démocratiques indéniables, des années après la fin de la guerre froide, faut-il vraiment abandonner tout espoir de "lendemain encore meilleurs"? Faut-il croire encore, sinon au conflit, du moins à une contradiction irréductible entre les tenants du 'social' -- et au diable le réalisme économique -- et ceux de l'économique -- et tant pis pour la cohésion sociale? En ces temps de crise, d'emploi précaire, de chômage accru, de "droits" divers plus ou moins bafoués -- droit au logement, à

---

<sup>5</sup> Certains alinéas de ce paragraphe ont été publiés par la revue Expansion, fin avril 1996.

# Entrepreneurs et Entreprises du quatrième type, conclusion

la vie, à la dignité humaine, à la retraite, etc. -- le seul choix serait-il dans l'arbitrage entre plus ou moins de temps de travail, et plus ou moins de revenus?

Nous pensons pour notre part que ceci est un faux problème, une mauvaise approche, ou, peut être, un *manque d'imagination créative*. Nous subissons la situation, et nous nous résignons à un futur incertain, en restant dans une logique dépassée.

Oui, chaque être humain a droit à être reconnu; c'est une question de dignité. Oui chaque être humain a droit à vivre décemment; c'est une question de solidarité. Mais cette solidarité n'est pas synonyme de pseudo-assistance, elle ne se confond pas avec une charité qui rabaisse l'homme au lieu de l'élever. Comment croire à la noblesse d'une aide, qui a pris les oripeaux de contrats d'une réinsertion qui n'en est pas, ou de C.E.S. qui insultent le bon sens et l'intelligence de ceux qui en 'bénéficient'.

*Il n'y a plus de lien direct* entre quantité de travail fournie -- qui serait mesurée par sa durée, hebdomadaire, annuelle ou sur l'ensemble d'une vie -- et revenu minimum, ou rémunération de solidarité. Est-ce aux entreprises de faire du social, ou de distribuer des rémunérations sans rapport avec la valeur marchande des récipiendaires? Est-ce à l'Etat d'agir ou d'intervenir dans la sphère économique? En tant que représentant, direct ou indirect, des citoyens, l'Etat doit être garant de leur solidarité. C'est déjà beaucoup.

## Tout individu mérite respect et droit de vie:

Face à la situation actuelle, dont personne n'ose réellement annoncer la fin, chacun y va de sa recette miracle. Ces 'solutions' manquent cruellement de créativité, elles tournent toujours autour du même postulat: "*tout travail mérite salaire*", ce qui est manifestement de plus en plus antiéconomique. Pourquoi ne pas écrire dans la constitution « *tout individu mérite respect et droit de vie* », phrase qui nous semble être le fondement de toute vie en société?

Indépendamment de la quantité de travail fournie, certains individus ont plus de "valeur économique" que d'autres, dans un contexte donné. On peut certes changer de contexte, ou regretter le travail harassant des "damnés de la terre". Pour notre part, nous pensons, comme de plus en plus d'acteurs économiques, que, dans le contexte occidental contemporain, dans lequel le poids d'une production de masse, froide, pilotée par l'offre, a beaucoup diminué vis à vis de celui d'une production beaucoup plus différenciée et chaude, pilotée par la demande et la satisfaction client, la valeur économique d'un individu ne peut être mesurée à son temps de travail.

Cela a toujours été vrai dans le monde artisanal, et dans tout ce qui était "hors production de masse". Le mélomane n'apprécie pas les oeuvres de Chopin, de Debussy ou de Bach en fonction du temps passé à les composer. L'amateur de football sait bien que ce qui différencie un Pelé d'un Maradona ou d'un Cantona n'est pas le temps passé pour répéter tel ou tel geste technique. Le passionné de peinture sait bien que la valeur des tableaux de Picasso ou de Monet n'est pas liée au temps que le peintre y a consacré.

Dans une économie qui n'est plus majoritairement une production de masse, pourquoi alors conserver un droit du travail et des grilles de classification qui reposent sur ce lien entre la valeur (économique) du travail d'un individu et le temps passé? N'est-il pas temps pour les responsables politiques et syndicaux de considérer chaque individu comme différent, tant sur le plan économique qu'humain? Du temps du taylorisme triomphant, il pouvait être 'raisonnable' de mesurer la rémunération de l'ouvrier "de base" au temps passé. Nous avons vu qu'il n'était pas absurde d'évaluer alors l'unité d'oeuvre au "litre de sueur" du fondeur, du mineur de fond ou de l'agriculteur corrézien. De nos jours, pourquoi le faire encore? Tout ce qui est mécanisable, uniformisable, atomisable, 'taylorisable' a été ou sera délocalisé, puis remplacé par la machine ou le robot. Ne resteront que des individus divers et des talents individuels de moins en moins interchangeables. Faut-il s'en plaindre?

## Le français peut être généreux, lorsqu'il a confiance:

## Entrepreneurs et Entreprises du quatrième type, conclusion

Le PIB de la France, ramené à chacun de ses habitants, dépasse 10 000 F mensuels. Pourquoi ne pas *distribuer le quart* de cette manne collective à chacun de ses citoyens, quelque soit son âge, et indépendamment de sa valeur économique. *Dix mille francs mensuels assurés, et nets d'impôts*, pour une famille de 4 personnes, c'est à la fois peu, et beaucoup. C'est en tout cas suffisant pour vivre dignement. Il restera 75% des richesses économiques de la France à se partager<sup>6</sup> de façon 'libérale'. Travailler, oui et non. Tout le monde pourra avoir des activités, d'ordre social, personnel, familial, sportif, et même économique, sans y être poussé par des raisons ou motivations de survie économique ou de statut social.

### Au-dessus du R.M.D., toute rémunération est potentiellement variable:

En revanche, la notion de SMIC n'existant plus, toute activité 'économique', c'est à dire reconnue comme telle, *rapportera une rémunération supplémentaire*, ce qui pourra permettre à de nombreux jeunes d'être employés, en fonction de la valeur que leur reconnaîtront leurs recruteurs. Vous aurez une valeur économique 'reconnue' dès lors que, en économie marchande, votre valeur est vendable et achetée. Vous doutez de votre valeur économique ou vous craignez d'être exploité? Vous n'êtes pas obligé de travailler (dans la sphère marchande), puisque vous avez de quoi vivre, dignement, sans mendier. Oui donc au revenu minimum social, non à un "partage collectif" arbitraire, du temps de travail, *temps qui ne correspond plus à rien*, en dehors du travail 'en miettes', sans intérêt. *Est-il digne de faire un travail que l'on juge sans intérêt*, à la fois pour soi et pour les autres? Revendiquons un droit à la différence, pas le droit d'être confondu avec d'autres au niveau d'une fiche de paye ne correspondant pas à sa valeur économique. Il est temps pour chaque individu de redresser la tête, et d'avoir confiance en lui-même et en l'avenir.

Nous éviterons ainsi à certains individus de s'auto-exclure de la société, sous prétexte qu'ils n'ont pas de travail rémunéré, c'est à dire pas de valeur économique. Quelle valeur économique a un prêtre, un homme politique, un artiste, un aïeul plein de sagesse, un navigateur solitaire, un éducateur de banlieue? Et pourtant, dans la plupart des cas, quelle fantastique richesse humaine et relationnelle...Il n'y a sans doute pas, ou plus, assez de travail (au sens économique) pour tous. Mais il y a bien assez de richesses, si on n'empêche pas les producteurs de richesses de les fabriquer, en les remplaçant parfois même par des gens moins efficaces (économiquement).

---

<sup>6</sup> Ces 75% 'marchands' seraient, eux, imposés, par exemple à un taux uniforme de 33%, pour financer les 25% de la richesse nationale distribués 'socialement' »).